Le libertarianisme en Amérique du Sud

par Stéphanie Alenda

Comment une doctrine qui se présente comme une défense de l'individu contre le pouvoir politique a-t-elle pu nouer, en Amérique latine, des relations étroites avec des régimes autoritaires et transformer les institutions ?

À propos de: Soledad Vallejos, *Los dueños de la Libertad. Think tanks, dinero y batalla cultural: La estructura oculta de libertarismo en América Latina*, Penguin Random House, 2026, 484 p.

Comment des idées longtemps confinées à des cercles intellectuels étroits finissent-elles par transformer des partis, des gouvernements, voire les institutions d'un pays ? Et comment une doctrine qui se présente comme une défense de l'individu contre le pouvoir politique a-t-elle pu nouer, en Amérique latine, des relations étroites avec des régimes autoritaires ? C'est à ces questions que conduit *Los dueños de la libertad*, l'enquête de la journaliste argentine Soledad Vallejos sur la construction, en près de soixante-dix ans, d'un vaste réseau transnational de fondations, de think tanks, d'intellectuels, d'entrepreneurs et d'activistes voués à la diffusion des idées libérales et libertariennes.

L'histoire commence avec Hayek et Mises dans l'Europe et les États-Unis du milieu du XXe siècle et nous conduit jusqu'à Javier Milei, élu président de l'Argentine en 2023. Entre les deux se déploie une constellation reliant la Société du Mont-Pèlerin ; la *Foundation for Economic Education*, fondation américaine consacrée à la diffusion des

idées libérales et libertariennes ; Atlas Network, réseau international de *think tanks* libéraux et libertariens ; les premiers laboratoires d'idées latino-américains, puis les militants de la « bataille culturelle » et les influenceurs contemporains. L'ambition du livre tient cependant moins à cette ampleur chronologique qu'à la manière dont Vallejos rend visible ce qui constitue un réseau : la circulation des personnes, des idées, des ressources et des opportunités entre pays et époques différentes.

Faire vivre un réseau

C'est le premier mérite du livre : sa forme est homologue à son objet. Vallejos ne raconte pas cette histoire de manière chronologique, ni ne l'organise par pays ou institutions : elle suit des trajectoires individuelles, et des personnages rencontrés à une étape du récit réapparaissent des décennies et des milliers de kilomètres plus loin. La trajectoire d'Alejandro Chafuen en fournit un bon exemple : on le découvre très jeune dans les premiers ateliers d'Atlas en Amérique latine ; à vingt-six ans, il devient le plus jeune membre jamais admis à la Société du Mont-Pèlerin, dirigera ensuite Atlas Network et apparaîtra dans une multitude d'espaces de sociabilité de la droite libérale, du Forum da Liberdade au Foro Madrid. Le lecteur fait ainsi lui-même l'expérience de la densité de ce réseau, rendue sensible par l'étendue des matériaux mobilisés — entretiens, archives personnelles et fonds institutionnels — qui permet à Vallejos d'en reconstituer les circulations « par le bas ».

Son second mérite, d'autant plus remarquable dans une enquête journalistique consacrée à un objet idéologiquement aussi chargé, tient à la distance qu'elle maintient à son égard. *Los dueños de la libertad* est un livre critique qui ne sacrifie jamais la complexité de son objet à la démonstration. Vallejos laisse apparaître les contradictions de cet univers, sa pluralité, mais aussi la distance critique que certains de ses membres prennent à l'égard de leur propre milieu : Deirdre McCloskey, économiste et femme transgenre, aujourd'hui présidente de la Société du Mont-Pèlerin, prend ainsi ses distances avec Milei et va jusqu'à qualifier Bolsonaro de « fasciste » (p. 96).

Au Brésil, Fábio Ostermann, homme politique et figure du mouvement libéral-libertarien, ne voit en Bolsonaro qu'un « allié circonstanciel » (p. 217), qu'il définit comme « réactionnaire » plutôt que conservateur (p. 218). LIVRES, mouvement libertarien dont Ostermann fut l'une des figures de proue, rompt d'ailleurs avec Bolsonaro avant même son élection. Ailleurs, une activiste rappelle que « la bataille

culturelle n'est pas insulter » (p. 338). Autant de prises de distance et de lignes de fracture qui interdisent de rabattre sur une même catégorie des traditions, des sensibilités et des rapports à la droite radicale profondément différents. Car cet univers fait coexister des traditions intellectuelles distinctes — école autrichienne, libéralisme classique anglo-saxon, ordolibéralisme, paléolibertarianisme ou objectivisme randien — mais aussi des sensibilités politiques et morales parfois opposées, des libéraux séculiers favorables aux droits reproductifs aux libéraux chrétiens et aux ultraconservateurs mobilisés contre le féminisme ou l'« idéologie du genre ». C'est précisément parce que Vallejos ne gomme pas ces différences que son enquête fait surgir une question plus proprement sociologique : qu'est-ce qui fait tenir ensemble cet univers hétérogène et quel type de monde social ces réseaux ont-ils constitué ?

Un microcosme transnational

Ce que décrit le livre ressemble à un véritable microcosme transnational, avec ses institutions, ses fondations, ses circuits de financement et ses mécanismes de consécration. Des familles entières y occupent une place durable, comme les Benegas Lynch en Argentine ; on y croise des milliardaires devenus philanthropes comme Antony Fisher, des prix Nobel — Hayek, Friedman, Stigler, Buchanan —, et plus récemment des influenceurs capables d'accumuler rapidement une visibilité sans passer par les anciens mécanismes de consécration intellectuelle. Ce monde, historiquement très masculin, où les structures familiales et religieuses occupent une place importante, se caractérise surtout par un engagement de haute intensité : ses protagonistes ne se contentent pas de défendre des idées ; ils bâtissent des organisations pour les faire circuler, forment de nouvelles générations et assurent ainsi leur transmission.

C'est ici que le livre dépasse l'histoire intellectuelle. Ces réseaux développent une stratégie d'intervention : identifier les lieux où agir, repérer les faiblesses des configurations nationales, former des personnes pour des positions stratégiques, et surtout être prêt lorsqu'une conjoncture favorable se présente. Une formule de Milton Friedman citée par Vallejos condense cette conception : lorsque certains facteurs coïncident et qu'un vide se crée, celui-ci peut être occupé à condition qu'il existe assez de personnes préparées pour le faire. On passe alors d'une histoire de la diffusion des idées à une sociologie des opportunités politiques. Mais apparaît aussi une difficulté

propre à ce type d'enquête : restituer la densité des circulations ne suffit pas à mesurer leur efficacité politique.

De quel libéralisme parle-t-on ?

La pluralité que restitue Vallejos soulève toutefois une autre question : toutes les composantes de cet univers y occupent-elles une place équivalente ? À mesure que l'enquête progresse, une impression se dégage : les acteurs qui y acquièrent la plus grande prééminence tendent à déplacer le centre de gravité du réseau vers une articulation particulière entre libéralisme économique et conservatisme religieux. Non que tous les libertariens soient conservateurs — le livre montre précisément le contraire —, mais certaines sensibilités semblent mieux armées que d'autres pour accumuler des ressources et assurer leur reproduction politique.

Le parcours de la Guatémaltèque Gloria Álvarez est éclairant : grande figure du libéralisme latino-américain, elle pousse la logique de la liberté individuelle jusqu'aux mœurs, en défendant le droit à l'avortement — et cette cohérence libérale semble contribuer à la marginaliser dans un espace où les alliances avec les conservatismes religieux comptent de plus en plus. La tension n'est pas nouvelle : elle est déjà présente chez Hayek, sous une forme plus problématique encore dans son rapport à la démocratie. Le livre revient sur ses rencontres avec Pinochet, en 1977 puis en 1981, et sur ses liens avec des militaires argentins. Pour Hayek, la démocratie n'est pas une fin en soi mais une procédure de transmission pacifique du pouvoir, qui doit rester limitée par des règles soustraites aux décisions changeantes des majorités. Leonard Read, fondateur de la *Foundation for Economic Education*, soupçonne ainsi des militaires argentins de vouloir apprendre l'argumentaire de la libre entreprise en prévision du moment où l'armée reprendrait le pouvoir ; l'une des premières écoles argentines de formation au libéralisme, la « Escuelita », est elle-même portée par deux amiraux à la retraite. Au-delà de l'articulation entre libéralisme et conservatisme se pose ainsi une question plus fondamentale : jusqu'où le libéralisme demeure-t-il attaché à la démocratie lorsque celle-ci menace l'ordre économique qu'il entend préserver ?

L'énigme chilienne

Cette histoire transnationale fait surgir une énigme. Le Chili occupe une place relativement modeste dans la généalogie reconstruite par Vallejos, comparée à celle de l'Argentine ou du Brésil — alors qu'il est difficile d'imaginer un pays latino-américain où ces idées aient eu une influence historique plus profonde. Les connexions sont pourtant présentes : Friedman visite le Chili en 1975, Hayek rencontre Pinochet, Pedro Ibáñez organise en 1981 à Viña del Mar la première réunion sud-américaine de la Société du Mont-Pèlerin. Le *Centro de Estudios Públicos* (CEP), fondé par des acteurs liés à Mont Pèlerin, fait de Hayek son président honoraire en 1981, tandis que sa revue *Estudios Públicos* devient un lieu majeur de diffusion de ces idées en espagnol. En prenant en charge la traduction de l'ouvrage de Michael Novak, qui se définissait comme « catholique néolibéral », le CEP contribue lui-même à la circulation d'une pensée articulant libéralisme économique et conservatisme catholique.[1]

La relative discrétion du Chili suggère dès lors une hypothèse paradoxale, que les travaux de Damien Larrouqué permettent d'étayer[2] : si le pays est moins présent dans l'histoire de la construction du réseau, n'est-ce pas parce que les idées portées par celui-ci y ont été institutionnalisées plus profondément qu'ailleurs ? Sous la dictature, elles entrent dans l'architecture même de l'État : protection constitutionnelle de la propriété et des mécanismes de marché, dispositifs contre-majoritaires, subsidiarité radicalisée sous l'influence du juriste Jaime Guzmán. Plus frappante encore est leur capacité à survivre au régime qui a favorisé cette institutionnalisation : après 1990, la démocratie chilienne supprime progressivement les principales enclaves autoritaires sans remettre fondamentalement en cause l'ordre socio-économique hérité de la dictature. Ailleurs, le livre raconte l'histoire d'un réseau qui cherche à influencer l'État ; au Chili, il invite à se demander si certaines de ses idées n'ont pas réussi à s'inscrire directement dans l'État. L'efficacité de ces réseaux transnationaux dépend ainsi des configurations politiques nationales dans lesquelles ils s'insèrent.

---

[1] Stephanie Alenda, Andrea Gartenlaub, Karin Fischer, « "Ganar la batalla de las ideas": el rol de los think tanks en la configuración de la nueva centro-derecha chilena », in Stephanie Alenda (dir.), *Anatomía de la derecha chilena: Estado, mercado y valores en tiempos de cambio*, Santiago, Fondo de Cultura Económica, 2020, p. 119-156.

[2] Sur le concept d'« enclave autoritaire », voir Manuel Antonio Garretón, *La posibilidad democrática en Chile*, Documento de Trabajo, Santiago, FLACSO, 1989. Les travaux du politiste Damien Larrouqué permettent par ailleurs d'étayer plus finement cette hypothèse, notamment « Le savant sans le politique : la conception hayékienne de l'action publique au Chili », *Terrains/Théories*, n° 16, 2022.

Les idées et leurs crises

Reste une dernière question, que le livre traverse sans chercher à la trancher : jusqu'où les idées peuvent-elles expliquer leur propre succès ? La formule de Friedman contient en réalité une théorie plus complexe que celle de la simple « bataille culturelle » : pour devenir politiquement efficaces, les idées ont besoin que se rencontrent une crise, un vide, et une minorité suffisamment organisée pour l'occuper. Prise au sérieux, cette proposition montre que l'histoire racontée par *Los dueños de la libertad* ne démontre pas seulement la puissance des idées, mais l'importance du travail d'organisation qui les rend disponibles lorsque les circonstances changent — ce qui vaut aussi bien pour les expériences néolibérales du dernier tiers du XXe siècle que pour le succès contemporain de Milei.

Elle permet aussi de préciser une limite inhérente à l'objet étudié : montrer comment les idées circulent et comment se constituent les réseaux qui les portent ne suffit pas à établir pourquoi elles s'imposent à un moment donné. L'inflation, l'épuisement des systèmes partisans, les crises de représentation ne sont-ils qu'un contexte favorable à des idées dont le succès s'expliquerait par des décennies de diffusion patiente ? Ou font-ils partie intégrante de l'explication ?

La force de l'enquête de Vallejos est peut-être de poser cette question sans imposer de réponse. Les idées comptent ; les réseaux qui les font circuler comptent tout autant ; mais leur puissance n'est jamais indépendante des crises qui rendent soudain pensables des solutions qui, quelques années plus tôt, demeuraient marginales. En suivant sept décennies de trajectoires, *Los dueños de la libertad* montre ainsi moins la marche irrésistible d'une idéologie que la construction patiente des conditions sociales de sa disponibilité — ce qui en fait, au-delà de l'histoire du libéralisme latino-américain, un livre stimulant pour penser une question plus générale : comment des idées deviennent-elles politiquement possibles ?

Publié dans laviedesidees.fr, le 19 novembre 2026.